



Conférence internationale
Initiatives des communautés, politiques publiques et État social au Sud et au Nord : Les défis de la prochaine décennie
Université du Québec en Outaouais
24 et 25 septembre 2008

Syndicalisme international : sa transformation et ses défis, un point de vue africain

Adrien Akouette,

Secrétaire général adjoint de la
Confédération syndicale
internationale
(CSI-Afrique).



Les processus de production des biens et services évoluent dans le temps et dans l'espace. Ils mettent très souvent en face des intérêts antagonistes, divergents mais contraints de co-exister dans le même environnement. Leur opposition apparaît parfois même comme l'énergie alimentant la dynamique qui les fait fonctionner. Afin de permettre à ces intérêts d'exister sans se détruire et par conséquent détruire le socle social de l'homo-economicus, des mécanismes, règles ou institutions ont été inventés et permettent aux différents acteurs de gérer leurs intérêts de façon avantageuse pour les uns et les autres. Le mouvement syndical fait partie des forces sociales qui contribuent à l'équilibre global de la dynamique de développement. Il a été et est encore, tout comme l'ensemble des processus de production, sujet à de multiples mutations, transformations ou simplement évolutions.

À cet effet, il n'est pas superflu de s'interroger sur le contenu des changements que subit ou génère le mouvement syndical en tant que force d'avant-garde et de progrès. Ne pas le faire équivaldrait à une démission qui conduirait à une léthargie préjudiciable à la stabilité économique et sociale de notre humanité. La présente communication est l'esquisse d'une forme d'interrogation sur le mouvement syndical ainsi que sur la philosophie qui sous-tend ses actions ou initiatives. Elle s'articule autour de trois axes : caractéristiques et défis de la transformation du syndicalisme international ; critères de l'Etat social ; portée et perspectives du mouvement de transformation en cours



Conférence internationale
Initiatives des communautés, politiques publiques et État social au Sud et au
Nord : Les défis de la prochaine décennie
Université du Québec en Outaouais
24 et 25 septembre 2008

I - Transformation du syndicalisme international : caractéristiques et défis

La transformation du mouvement syndical mondial est caractérisée par quatre défis qui participent à sa modernisation et à sa survie.

A – la tendance à la fusion ou au regroupement

Jusqu'à cette dernière décennie, le mouvement syndical est marqué par un internationalisme fait d'alliances, d'amitiés et de coopération. Actuellement la tendance va vers des regroupements fusionnels ou tout simplement vers des fusions. C'est un nouvel internationalisme qui brise d'une façon plus radicale les barrières tout comme le phénomène de la mondialisation de l'économie. On assiste à une «cartelisation» des organisations syndicales de travailleurs au sein de groupes unitaires tant dans les démarches que dans les soubassements organisationnels. Ce n'est plus : « une seule ligne d'action pour toutes les organisations » mais « une organisation pour l'action ». Les pouvoirs publics (*léviathan politique*) et les grands groupes d'entreprises (*léviathan économique*) ont désormais en face d'eux un léviathan social qui a pour ambition de régner dans un univers spatio-temporel sans borne avec comme seul repère, l'existence de ses fils et filles que constituent les travailleurs et les travailleuses. Le fait est que ce mouvement est en marche mais avec des exigences de plus en plus techniques.

B – le professionnalisme

Le mouvement syndical mondial évolue vers une technicité de plus en plus réelle. Il est en train de quitter le terrain exclusivement ouvrier pour embrasser toutes les catégories socioprofessionnelles y compris les hauts cadres, qui pendant longtemps se sont exclus ou s'impliquaient très peu dans les activités syndicales. Les sujets abordés étant de plus en plus complexes, les organisations syndicales ont intérêt à se professionnaliser afin d'être des interlocuteurs valables et crédibles. La preuve est que près de 50% des activités de renforcement des capacités des syndicats relèvent aujourd'hui de préoccupations plutôt techniques. Les sujets traités portent beaucoup plus sur le contenu technique des problèmes que sur les stratégies purement revendicatives comme cela se faisait il y a quelques décennies. Les syndicalistes sont obligés d'élever leur niveau d'information et de compréhension afin d'aborder de façon technique et rationnelle les nombreux défis auxquels ils doivent faire face. Ils cessent donc d'être des forces de contestation pour devenir des forces de proposition.



Conférence internationale
Initiatives des communautés, politiques publiques et État social au Sud et au Nord : Les défis de la prochaine décennie
Université du Québec en Outaouais
24 et 25 septembre 2008

C – Le défi d’être une force de proposition

Nul gouvernement, nulle institution intergouvernementale, nulle organisation d’employeurs n’a le monopole des solutions aux problèmes que génère le fonctionnement de la communauté humaine. Ils ont plus que besoin d’interlocuteurs mais de propositions parfois même contradictoires afin de mesurer avec efficacité l’impact des actions envisagées et surtout la façon dont ces actions seront acceptées ou non par les populations.

Parfois même, ils préfèrent s’appuyer sur les propositions avancées par d’autres acteurs pour élaborer les leurs. La tendance à écouter les organisations syndicales est de plus en plus grande même si elle est parfois une simple tactique ou une stratégie du faux-fuyant. Dans tous les cas, le mouvement syndical a intérêt à devenir une force de proposition s’il ne veut pas voir son existence même remise en cause. C’est apparemment fini l’époque de la réaction. Il est temps d’anticiper et d’offrir aux autres acteurs des plages d’alternatives soutenues par des analyses et des projections judicieuses. C’est à cette seule condition que l’on pourra compter les organisations syndicales parmi les forces modernes de progrès.

D – Le défi de la collaboration

Ces dernières années ont vu éclore un mouvement associatif mondial. L’on assiste à un foisonnement d’associations, d’ONG qui ont pour terrain de prédilection l’arène sociale tout comme les organisations syndicales de travailleurs. Et il y en a qui constituent de véritables forces sociales et même politiques avec lesquelles il faut désormais compter pour réussir. Que peuvent faire de façon durable les organisations syndicales seules face aux règles qu’édicte l’OMC et aux dictats de la Banque Mondiale ? Aucune aventure isolée n’est possible ou du moins recommandée si l’on veut aboutir à des résultats correspondant aux attentes sociales des populations de notre planète. Le mouvement syndical mondial a autant besoin du mouvement associatif mondial que celui-ci a besoin de lui.

Il doit se développer entre eux et autant que faire se peut une volonté de développer une synergie d’action pouvant permettre de fédérer les énergies chaque fois que cela est nécessaire et ce dans l’intérêt supérieur des peuples. C’est pourquoi il est essentiel de parcourir le contenu des grandes valeurs qui sous-tendent actuellement la conception de l’État au sein du mouvement syndical international. Cette conception doit être le creuset devant nourrir toutes les actions que mènent les organisations syndicales.



Conférence internationale
Initiatives des communautés, politiques publiques et État social au Sud et au Nord : Les défis de la prochaine décennie
Université du Québec en Outaouais
24 et 25 septembre 2008

II – État social : critères

S'interroger sur les critères de l'État social au sens du mouvement syndical mondial revient à mettre en exergue les valeurs cardinales actuelles qui fondent ses actions dans un environnement de plus en plus concurrentiel et exigeant en terme de rationalité et d'attentes ou de sollicitations sociales. De l'État gendarme à l'État providence puis à l'État encadreur du développement, il y a eu de grandes mutations et même des bouleversements engendrés par les diverses options que les dirigeants des pays ont eu à prendre. En Afrique, les choix stratégiques ont été fortement influencés par les programmes d'ajustement du FMI et de la Banque mondiale. La chute du mur de Berlin et les changements qu'elle a induits ont entraîné des changements de valeurs qui obligent à revoir les grands principes qui fondent ou qui doivent fonder un État moderne. Dans la Déclaration de Principes de ses statuts, la nouvelle organisation mondiale, la *Confédération Syndicale Internationale* (CSI), les quatre premiers paragraphes insistent sur une nouvelle vision de l'État Social :

« La Confédération syndicale internationale (CSI) rend hommage au sacrifice et aux conquêtes de nombreuses générations de travailleuses et de travailleurs qui, dans le cadre de leur lutte syndicale, ont combattu pour la cause de la justice sociale, de la liberté, de la démocratie, de la paix et de l'égalité. Elle s'engage à poursuivre leur lutte pour l'émancipation des travailleuses et travailleurs et un monde dans lequel la dignité et les droits de tous les êtres humains sont assurés, et où chacun et chacune peut aspirer au bien-être personnel et réaliser son potentiel sur les lieux de travail et dans la société.

La Confédération note l'urgente nécessité de transformer les structures et les relations sociales, économiques et politiques qui se dressent comme des obstacles à cette vision. Elle assume la tâche de combattre la pauvreté, la faim, l'exploitation, l'oppression et l'inégalité par le biais de l'action internationale que réclament les conditions de l'économie globalisée, tout comme elle assume la tâche de lutter pour la gouvernance démocratique de cette économie, dans l'intérêt du travail, qu'elle considère primer sur l'intérêt du capital.

La Confédération existe pour unir et mobiliser les forces démocratiques et indépendantes du syndicalisme mondial en donnant aux travailleurs et aux travailleuses une représentation effective, quel que soit l'endroit où ils et elles travaillent et dans quelles conditions. Sa mission est d'apporter une solidarité pratique à toutes les personnes qui en ont besoin et de s'élever contre les stratégies globales du capital financier en leur opposant des stratégies syndicales globales.

La Confédération estime universel le respect des droits des travailleuses et des travailleurs, et juge l'accès au travail décent indispensable à un développement juste et durable. Leur déni, où qu'il se manifeste, constitue une menace immédiate à la sécurité humaine partout.» d'une part et d'autre part dans le programme d'action qu'il a eu à adopter, le Congrès, dans son sous-titre «Changer la mondialisation» aux paragraphes 5, 7, 8 et 9 :



Conférence internationale

Initiatives des communautés, politiques publiques et État social au Sud et au Nord : Les défis de la prochaine décennie

Université du Québec en Outaouais

24 et 25 septembre 2008

« 5. Le Congrès engage la CSI à changer fondamentalement la mondialisation afin qu'elle fonctionne en faveur des travailleuses et travailleurs, des sans-emploi et des pauvres. Il est essentiel pour réaliser les objectifs permanents de la Confédération que les politiques du néolibéralisme du marché libre et les défaillances manifestes et l'incohérence de la communauté internationale face au processus actuel de mondialisation, cèdent le pas à une gouvernance de l'économie mondiale qui :

- Combine les trois piliers du développement durable – économique, social et environnemental ;
- Garantisse le respect universel des droits fondamentaux des travailleurs et des travailleuses ;
- Génère du travail décent pour toutes et tous ;
- Mette un terme à la pauvreté de masse et réduise de manière substantielle l'inégalité au sein des nations et entre elles ;
- Encourage la croissance avec une distribution équitable des revenus.

7. Combattre les inégalités sociales et lutter en faveur d'une redistribution constituent deux éléments qui sont au coeur du développement d'un nouveau modèle de mondialisation. Une taxe internationale sur les transactions en devises étrangères est nécessaire tant pour financer le développement que pour endiguer les mouvements financiers spéculatifs qui ont des conséquences sociales désastreuses.

8. La fourniture de services publics de qualité pour tous doit être au coeur de ce nouveau modèle de mondialisation. Il incombe aux gouvernements de garantir le droit à l'éducation et un accès équitable à la santé et aux autres services essentiels, y compris l'accès à l'eau propre et à l'assainissement. Faire de l'enseignement tout au long de la vie une réalité pour tous est la clé pour une participation à la société du savoir.

9. Une gouvernance effective et démocratique de l'économie mondiale réclame une réforme fondamentale des organisations internationales concernées, en particulier du Fonds monétaire international, de la Banque mondiale et de l'Organisation mondiale du commerce. Une plus grande transparence et plus de démocratie sont nécessaires dans les processus de prise de décisions de chaque partie prenante et il faut également une plus grande cohérence dans leurs positions politiques collectives. Dans un même temps, toutes les organisations doivent reconnaître la primauté des droits humains par rapport aux réglementations financières, commerciales ou économiques ; les gouvernements doivent assumer de manière plus sérieuse leur responsabilité de les gouverner et de les faire fonctionner en parfaite cohérence et de coopérer de manière responsable à la réalisation d'objectifs décidés de manière démocratique. » a tracé la voie à la nouvelle vision de l'État Social.

A – Un État citoyen

Au sens du mouvement syndical actuel, l'État doit cesser d'être un État politique pour devenir un État citoyen c'est-à-dire un État dont l'existence et la légitimité ne sont consacrées que par le peuple. Rien ne doit être fait en dehors du peuple. La préparation et la prise des décisions, leur mise en œuvre et leur évaluation doivent être faites avec le peuple. La participation citoyenne doit devenir un mode de gouvernance de l'État moderne. Cette participation doit se situer à tous les niveaux de la gestion de la chose publique. Elle s'exprime bien à travers le concept du dialogue social pour lequel les organisations



Conférence internationale
Initiatives des communautés, politiques publiques et État social au Sud et au
Nord : Les défis de la prochaine décennie
Université du Québec en Outaouais
24 et 25 septembre 2008

syndicales de travailleurs demeurent un pilier fondamental. Un État citoyen est un État qui donne la voix aux forces sociales, aux forces de production, un État où la démocratie sociale est vivante et productive. En Afrique, le dialogue social est en train de connaître un renouveau qu'il est important de gérer judicieusement afin de préserver, sans compromission et avec efficacité les intérêts des masses laborieuses. Pour que cette vision soit réelle, il est péremptoire que la responsabilité de l'État puisse être éprouvée.

B – Un Etat comptable et transparent

Le réflexe de reddition de comptes doit être un des réflexes majeurs de ceux qui sont chargés de gérer la cité. Il faut que tous ceux qui détiennent une parcelle d'autorité ou de responsabilité puissent périodiquement ou au terme de leur mission rendre compte de leur gestion aux organes qui les ont mis en place ou mandatés. L'opacité et la langue de bois doivent devenir des vestiges d'un passé oublié ou à oublier.

Les politiques publiques doivent devenir plus lisibles et plus accessibles aux masses laborieuses. Les bilans, les rapports d'évaluation et les résultats d'étude doivent être régulièrement publiés. Possibilité doit être également laissée aux citoyens d'interpeller, chaque fois qu'il y a un besoin à cet effet, ceux qui ont reçu mandat de gérer les biens publics ou les unités de production. La reddition de comptes et la transparence doivent faire partie des éléments essentiels de la nouvelle culture des organisations qui sont obligées d'être autant sociales qu'économiques.

C – Un État sans idéologie

L'État social est celui-là qui n'existe que par et pour l'intérêt supérieur des citoyens. Ni à gauche, ni à droite comme au temps de la guerre froide, il est volontariste quand l'intérêt des citoyens l'exige et libéral quand le même intérêt le demande. L'idéologie, la seule qui vaille, est l'intérêt supérieur des citoyens, des peuples. Cela se voit déjà dans beaucoup de pays où les tendances idéologiques s'estompent et laissent libre cours aux qualités intrinsèques des individus et à leur capacité à trouver des solutions aux problèmes et aux défis majeurs de leurs contemporains. Il n'est pas ou plus insolite de voir un parti traditionnellement qualifié de droite appliquer une politique dite de gauche et vice versa. L'État est en train de retrouver son sens premier et primitif qui veut qu'il soit le résultat d'un contrat social c'est-à-dire l'expression de l'entente des volontés des citoyens. Keynes et Marx cohabitent désormais avec une



Conférence internationale
Initiatives des communautés, politiques publiques et État social au Sud et au Nord : Les défis de la prochaine décennie
Université du Québec en Outaouais
24 et 25 septembre 2008

complémentarité déconcertante dans les lignes politiques de beaucoup de gouvernement. Les excès des théories et des idéologies s'évanouissent et doivent s'évanouir face à la volonté populaire.

D – Un État équitable

L'État social est celui-là qui garantit la stabilité et la sécurité des différentes couches socioéconomiques qui le composent. Il ne peut y arriver que s'il est l'expression de la justice sociale, s'il agit dans un esprit de justice et d'équité. Dans ce sens, il a le devoir de corriger ou d'atténuer les inégalités sociales et de faire disparaître les injustices existantes. Il doit être ou devenir le refuge de tout citoyen qui se sent menacé tant dans ses biens que par rapport à sa vie, à ses libertés et ses choix. L'égalité devant le service public est la première garantie de cette équité. L'adaptation des services publics aux réalités particulières de certaines couches socio-économiques est la voie la plus indiquée. La prise en compte des minorités sociales et économiques est une solution de sécurisation de l'intérêt général. Un État équitable crée des opportunités de prospérité à tous les citoyens. Un État équitable est un État qui a pour objectif la justice sociale avec pour corollaire un partage équitable de la richesse nationale.

III – Portée et perspectives du mouvement en cours

La transformation du syndicalisme international, loin d'être un phénomène social mineur, donne l'impression d'être l'indice d'un développement des relations socioéconomiques. Elle offre à tout analyste sérieux l'occasion de revisiter le fonctionnement des forces de production ainsi que de leurs ramifications sur les plans nationaux et internationaux. L'on peut valablement se poser la question de savoir si l'humanité n'est pas à la veille d'une révolution philosophique ; et si c'est une éventualité, comment donc y faire face ?

A - Vers une révolution philosophique

L'humanité a navigué pendant des décennies entre le collectivisme dirigiste et le capitalisme libéral. L'on assiste aujourd'hui à un «panachage» factuel, pratique, pragmatique et non idéologique des mesures susceptibles de générer le développement et l'épanouissement des peuples. Que valent les mesures dirigistes que prennent les plus grands pays libéraux pour protéger les maillons les plus faibles de leur population ? Quelle valeur accorder aux dispositions prises par les pouvoirs publics chinois pour libéraliser leur économie ? Quelle est la couleur idéologique du gouvernement français actuel ? Quel fossé y a-t-il entre la politique sociale des démocrates et des républicains dans les Etats-Unis



Conférence internationale
Initiatives des communautés, politiques publiques et État social au Sud et au
Nord : Les défis de la prochaine décennie
Université du Québec en Outaouais
24 et 25 septembre 2008

d'Amérique ? Quelle est la ligne idéologique des politiques publiques mises en œuvre dans les pays scandinaves et au Canada ? Quid des pays africains ? La réponse à toutes ces questions conduit à des incertitudes qui donnent naissance à une idéologie sans idéologie. Le seul critère encore valide et valable reste l'intérêt des citoyens. Ceci modifie fondamentalement les orientations philosophiques en matière de gestion de la cité. Allons-nous vers une nouvelle vision ou une actualisation des fonctions de l'État ? La question reste posée. Dans tous les cas, un changement est en cours et il faut le gérer pour ne pas se voir dépasser.

B – La gestion stratégique du changement

Les organisations syndicales ont intérêt à pro-agir afin d'être au rendez-vous des grands enjeux de notre siècle. Ce que l'on a de plus instable dans les rapports socio-économiques, ce sont les positions. Et les positions déterminent les résultats du fonctionnement des forces sociales et économiques. En matière de changement, il y a des choses que l'on perd et il y en a que l'on gagne. Qu'est ce que le mouvement syndical mondial perd dans sa propre transformation ? Qu'est ce qu'il y gagne ? Dans tous les cas, il doit pouvoir jouer de façon efficace son rôle de force de régulation, de proposition et d'éveil. Pour réussir, il faut qu'il se rapporte aux défis énumérés dans la première partie de la communication. Pour y arriver, il doit se préparer et renforcer ses propres capacités de gestion interne et après renforcer ses capacités à gérer de façon technique et professionnelle les enjeux nouveaux et actuels de notre humanité. Si le mouvement syndical n'arrive pas à gérer les mutations induites par sa propre transformation, il lui serait difficile de demeurer pour longtemps un interlocuteur crédible. S'il ne gère pas convenablement ses propres dissensions, il volera en éclat et fera perdre au monde des travailleurs les acquis obtenus suite à de hautes luttes. S'il ne réussit pas sa propre mutation, il aura simplement trahi.

Conclusion

Le mouvement syndical est humanisme et comme tel, il doit avoir pour mobile de toutes ses actions l'homme et son épanouissement. L'homme doit rester la fin en soi, le but ultime de tout mouvement et particulièrement du mouvement syndical. Le rendez-vous est plus qu'actuel, exigeant et évolutif. Il faut s'adapter, il faut se préparer. Alors où en sommes-nous ?